



CHEZ LES ÉCONAUTES

Un voyage en Patago-conomie, pays si proche mais aux dialectes si mystérieux. Par Anne-Sophie Jacques, voyageuse néophyte (ou presque) en économie, mais experte en désossage des jargons.

chronique le 19/12/2013 par Anne-Sophie Jacques

CONFIDENTIEL : HOLLANDE VA DEMANDER AUX PATRONS DE NE PAS TROP AUGMENTER LES SALAIRES Et tout le monde s'en fiche. Pourquoi ?

Ce contenu est accessible gratuitement pendant 24 heures. Partagez-le !

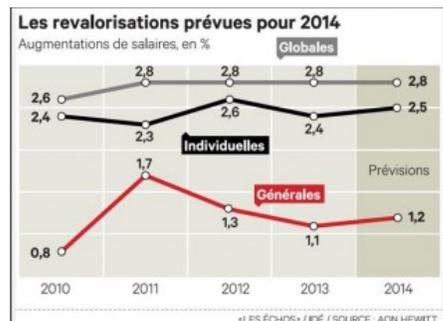
Abonnez-vous ! Signaler une faute Version imprimable Discuter sur le forum

Chut ! Il paraît que le gouvernement prône la modération salariale. Oui, notre gouvernement de gauche. Selon un confidentiel de l'hebdomadaire *Challenges* repris par Philippe Lefebure sur France Inter, l'Elysée exigerait des patrons de mettre le frein sur la hausse des salaires qui, en 2012, frisait les 2%. Pensez ! La France est une exception dans cette Europe qui pratique la modération quand ce n'est pas la déflation salariale. Une exception qui manifestement donne de l'urticaire à notre président. Mais bizarrement l'info est passée à la trappe. Est-ce une info bidon, ou bien finit-on par ne plus s'étonner de rien de la part de ce gouvernement ? L'éconaute a mené l'enquête.

"Imaginez un gouvernement de gauche prônant la modération salariale pour tous !" Mardi matin, Philippe Lefebure a mis la main sur "une bombe" : dans sa chronique éco de France Inter, il rapporte un confidentiel de l'hebdomadaire *Challenges* qui croit savoir que "l'Elysée veut instiller de la modération salariale". Lefebure explique : "dans le cadre de la réforme fiscale, l'Elysée envisage de proposer un «pacte» au patronat. En échange de nouveaux allègements d'impôts, il serait demandé aux patrons de modérer les salaires des Français". Un président socialiste qui freine les salaires, en effet, c'est détonant.

A l'Elysée, on s'en défend. Selon des propos anonymes rapportés par Lefebure, la modération salariale n'est "en aucun cas un objectif officiel ni même officieux". Pourtant, en juin, elle l'était. Dans un article du *Parisien*, l'Elysée – une fois encore aucun nom n'est donné – craignait que le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) – 20 milliards financés en partie par la hausse de la TVA et destinés à "alléger le coût du travail" – ne serve à augmenter les salaires et non à créer des emplois. Un comble déploré par l'Elysée : "l'Etat a fait zéro augmentation quand les entreprises ont fait environ + 2,1% en 2012". Vous avez bien lu : le gouvernement serre la ceinture des fonctionnaires et aimerait que dans le privé on fasse de même. On peut du coup écarter la thèse de l'info bidon.

Pourquoi l'Elysée sort de ses gonds au mois de juin ? Parce que le Conseil d'analyse économique (CAE), groupe d'experts chargés d'éclairer le Premier ministre sur les questions économiques, vient de publier une note sur la dynamique des salaires en temps de crise. Conclusion du CAE : "un écart se creuse en France entre la productivité du travail, qui tend à stagner, et les salaires qui continuent de progresser". Et d'avancer ce chiffre de 2,1% d'augmentation en 2012. Dit comme ça – 2,1% de hausse en pleine crise les cocos – ça fait bondir. Pourtant ce chiffre n'est pas si mirobolant. Une étude d'un cabinet de conseil relayée par *Les Echos* en septembre dernier estime qu'en 2014 "les salariés doivent s'attendre à une nouvelle année de modération salariale car les entreprises sondées prévoient un taux d'augmentation global de 2,8 %, dans la droite ligne de celui constaté ces trois dernières années [...]. Si ce niveau doit assurer une progression du pouvoir d'achat, il reste bien en dessous des efforts salariaux observés avant la crise de 2009, où les enveloppes salariales progressaient généralement de quelque 3,2 % à 3,5 % par an."



Copie écran du site [Les Echos](#)

Rechercher

Abonnez
vous ! @

LES ÉCONAUTES

Récupérer le flux de
chez les éconoutes

Le Monde sondage JT
impôts TVA euro
Moscovici économie Sapir
intox campagne Piketty
ras le bol Eckert injuste

DIDIER PORTE, CHAQUE
JEUDI SUR @SI

"@ LA PORTE",
PREMIÈRE !

VAL À INTER, LA PLUS
SINISTRE BLAGUE DE
SARKOZY

KAHN DANS LA GUEULE
DU GRAND JOURNAL...

BARTHÈS-SARKOZY,
APOTHÉOSE DU FUN
WASHING

"ENTRE ROUMAINS, ON
SE SERRE LES
COUDES..."

IMPÔTS : QUI
PIGEONNE QUI ?

Hé bien moi je suis
entrepreneur, et je suis
actuellement à la
recherche de fonds pour
financer mon activité
(éco-concevoir ...

Par Martin
le 04/10/2012

PACTE BUDGÉTAIRE :
LE PACTE "OUI MAIS
NON"

Au risque de radoter, je
pense qu'on ne rappellera
jamais assez le
sous-bassement historique
de ce traité: Aux yeux des
...

Par Strumfenberg (Aloys
von)
le 28/09/2012

TOUS LES FORUMS >

LA COURSE À L'ÉCHALOTE

Vous voyez : une augmentation des salaires de 2,1% n'a rien de folichon. Alors où est le hic ? Il suffit de lire la note du CAE pour comprendre que ce n'est pas nous le problème, mais les autres : "au regard de l'évolution des salaires, la France se distingue de ses principaux partenaires européens : les salaires réels ralentissent aux Pays-Bas et diminuent en Italie, en Espagne et surtout au Royaume-Uni où l'inflation est nettement plus forte. L'Allemagne fait toutefois exception: les salaires s'y redressent mais après une stagnation avant la crise". Et le gouvernement français de craindre pour notre sacro-sainte compétitivité car nous voilà pris en étau entre des pays du Nord qui modèrent depuis longtemps leurs salaires – l'Allemagne pratique la modération depuis dix ans maintenant – et les pays du Sud qui les baissent drastiquement, comme en Espagne par exemple.

Et savez-vous qui a suggéré cette idée au gouvernement espagnol ? [Le Fonds Monétaire International](#). En juin, le FMI "a demandé à l'Espagne de réduire les salaires et flexibiliser le marché du travail pour faire baisser le chômage qui atteint 27%". Six mois plus tard, selon [Le Parisien](#), le chef du gouvernement Mariano Rajoy s'est félicité de cette pratique qui "a permis de maintenir le plus grand nombre possible de postes de travail". Rajoy en est persuadé : "pour sortir de la crise, une des clés est la modération salariale". Sauf que l'Espagne ne s'adonne pas à la modération – qui consiste à ralentir la hausse des salaires – mais à la déflation salariale. Et pas qu'un peu ! L'institut de la statistique espagnol estime que "les revenus moyens par foyer ont chuté de 9,5% entre 2008 et 2012, et désormais 21,6% de la population risque de tomber dans la pauvreté". Le taux de chômage flirte toujours avec les 26%. Mais ce n'est pas fini : toujours selon [Le Parisien](#), le FMI "appelle à aller plus loin, suggérant qu'une diminution de 10% des salaires en deux ans ferait grimper le PIB de 5%".

SE MÉFIER DES MOYENNES

Dans ce contexte, nos 2,1% de hausse en 2012 paraissent en effet flamboyants. Comment s'explique cette augmentation ? Pour [Les Echos](#), qui s'appuient sur la note du CAE, elle est une façon de "préserver la motivation des travailleurs et le climat social, deux déterminants essentiels de la productivité." Ainsi, "les entreprises préfèrent réduire l'emploi que les salaires". C'est bien ce qui fâche le gouvernement. Pourtant, cette même note donne une autre raison de taille, que se gardent bien de révéler [Les Echos](#) mais que [Le Monde](#) n'a pas manqué de souligner : "une partie de la hausse – environ un quart selon le CAE – est mécanique. Les destructions d'emplois observées durant cette période concernent majoritairement des salariés à faibles qualifications et faibles rémunérations, ce qui entraîne une hausse du salaire moyen des personnes ayant conservé leur emploi". Eh oui : le chiffre est une moyenne.



> Cliquez sur l'image pour un gros plan <

Copie écran du site du [Monde](#)

"Délocalisons les bas salaires en Chine et vous verrez que la hausse sera de 3,5%" me dit avec ironie Jacques Généreux. L'économiste proche du Parti de gauche considère cet appel à la modération salariale "débile". "Si c'est vraiment la volonté de l'Elysée, alors c'est hallucinant de bêtise. Cela dit, rien de surprenant de la part de ce gouvernement qui ne jure que par la compétitivité et la baisse des coûts. Ils ont oublié leurs cours d'économie et sont aujourd'hui dans la croyance. Ils croient que, petit un, on ne peut rien faire car on n'a plus d'argent et, petit deux, nous sommes dans une compétition et nous devons être compétitifs. Comme si les autres n'allaient pas chercher à l'être ! Avec cette logique, on va tous dans le mur". Ce choix de la modération salariale intrigue l'économiste qui voit là une ultime façon pour Hollande de maintenir l'emploi. N'oublions pas que le président a une courbe du chômage à inverser.

MODÉRER MAIS SURTOUT EXIGER

Cela dit, la modération salariale peut être un levier pour maintenir les emplois. Pour Guillaume Allègre, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), on peut être progressiste et vouloir modérer les salaires à condition toutefois, insiste-t-il, d'exiger en contrepartie la création de postes. Selon lui, une trop grande hausse des salaires nuit à l'emploi. De la même façon, comme il s'en expliquait sur [Le Plus du Nouvel Observateur](#), une hausse trop importante du smic n'est pas forcément souhaitable : "à l'OFCE, on a estimé qu'une hausse (financée) de 1% du Smic détruirait 10 000 emplois. La hausse du coût du travail aurait ainsi des effets négatifs sur l'emploi, plus important que les effets positifs via l'augmentation du pouvoir d'achat et de la consommation. Or à l'heure où la France compte entre 10 et 11% de chômeurs, l'objectif primordial des politiques publiques devrait

?

BESOIN D'AIDE ?

probablement être de favoriser l'emploi. Pour autant, m'explique Allègre, "s'engager dans la course à la baisse des salaires est un jeu où nous serons perdants. La seule issue serait d'exiger des pays du Nord excédentaires d'augmenter les salaires et de demander aux pays du Sud de stopper la déflation salariale." On y croit très fort !



Modérer d'accord, mais comment exiger quand on sait que le parlement, en votant pour le CICE, n'a demandé aucune contrepartie ? "Ce n'est pas à l'Etat d'exiger, estime Allègre, mais aux partenaires sociaux de se mettre d'accord". En gros, l'Etat peut annoncer une série de mesures dont, par exemple, la baisse des cotisations sociales et salariales, et promettre une loi si et seulement si syndicats et patronats négocient, branche par branche, secteurs par secteurs, des créations d'emploi. Ce fut le cas pour la première loi sur les 35 heures – dite loi Aubry – qui a été précédée par des accords tripartites entre l'Etat, le patronat et les syndicats. Pierre Larrourou, économiste et fondateur du parti politique *La nouvelle donne*, revient sur ces lois de réduction du temps de travail dans son livre *La gauche n'a plus le droit à l'erreur*. Selon lui, la première loi Aubry a permis une hausse de 6% de CDI. La seconde loi, en revanche, a zappé l'étape des accords et accordé 70 milliards d'exonération sans contrepartie. Résultat : zéro CDI supplémentaire.

"On croit souvent que la modération des salaires a lieu dans les pays dont les syndicats sont faibles, mais c'est faux affirme Généreux. Quand les syndicats sont faibles, ils ne peuvent se battre ni pour l'emploi ni pour les salaires. Quand ils sont puissants, comme en Allemagne par exemple, ils font pression pour préserver les emplois quitte, c'est vrai, à autoriser quelques coupes dans les salaires". En France, concède Allègre, il n'y a plus de négociations interprofessionnelles. On vote les lois, et après on voit. On compte sur l'équilibre du marché du travail. Sur le bon vouloir des patrons. Généreux s'agace : "ce gouvernement n'a vraiment rien compris au capitalisme et n'a toujours pas intégré qu'en donnant un euro aux entreprises, 20 centimes serviront à l'investissement et 80 centimes iront aux actionnaires. Il ferait mieux de donner un euro à un sans-le-sou dans la rue, au moins il dépensera son euro dans un commerce et ça fera fonctionner l'économie." Logique toute keynesienne qui visiblement n'effleure pas le ministère de l'économie.

Fait étonnant : les voix de la gauche n'ont pas réagi. J'interroge Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche, sur ce silence : "j'avoue, on a zappé l'information. Faut dire que chaque semaine apporte son lot de décisions confondantes". Et de citer [le vote hier de la réforme des retraites](#) qui s'attaquent à des pensions jugées trop coûteuses. Et sur la volonté de l'Elysée d'enclencher la modération salariale ? "C'est triste mais ça n'arrive même plus à me surprendre. Pour la première fois de l'histoire, un gouvernement de gauche fait une politique de l'offre, c'est-à-dire une politique néolibérale, de droite. La modération salariale est dans la stricte continuité de cette politique qui considère le coût du travail trop élevé alors que c'est le coût du capital qui l'est. Le pire, c'est qu'ils s'adressent directement aux patrons pour demander de modérer les salaires!" Généreux s'en était ému également : "il est fort probable que les patrons ne l'aient même pas envisagée". Mais pourquoi ne pas s'emparer du sujet ? "On essaie de réagir à des déclarations repérées et non à des confidentiels de la presse. Mais promis, je vais suivre de près l'information".

Le gouvernement n'a rien compris au capitalisme ? Alors faisons une bonne action. Cotisons-nous pour offrir aux ministres un [abonnement @rrêt sur images](#). Ainsi, pendant leurs congés de fin d'année, ils pourront regarder notre émission enregistrée cette semaine et découvrir le sociologue Bernard Friot et son salaire à vie, ou phosporer sur l'idée d'un revenu de base défendu par l'économiste et décroissant Baptiste Mylondo. De rien, c'est cadeau.



Bernard Friot et Baptiste Mylondo à retrouver bientôt sur @si

Par Anne-Sophie Jacques le 19/12/2013

Abonnez-vous ! Signaler une faute Version imprimable Discuter sur le forum

[ACCUEIL](#) | [A PROPOS](#) | [CONTACTS](#) | [CRÉDITS](#) | [LA GAZETTE D'@SI](#) | [MENTIONS LÉGALES](#) | [RECHERCHE](#) | [ABONNEMENTS](#) | [FLUX RSS](#) | [MOBILE](#) | [ARRETSURIMAGES.TV](#) |
[AIDE](#) |